

TERRE INEXPLOITÉE, JEUNESSE DÉSORIENTÉE, VILLE SANS VIE

Triste Saïda !

Saïda. 31 octobre 2011. La célébration du 57^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale se prépare de manière classique. La qualité de vie dans cette wilaya des Hauts-Plateaux de la terre d'Algérie ne coule pas aussi abondamment que son eau de source.

La jeunesse, au pied du mur, aspire à un bonheur déguisé, celui de l'assistanat de l'Etat à travers le financement de projets encourageant le gain facile, en échange d'une paix sociale prolongée, couvant un volcan. En attendant la terre fertile des ancêtres, abandonnée par le vieillissement des exploitants et le regard détourné d'une nouvelle génération portée sur une fausse richesse sensible à la plus faible magnitude de séisme, perd de sa vie chaque jour un peu plus.

De notre envoyé spécial à Saïda, Mehdi Mehenni

El Houari, pour ne citer que son prénom, sirote une bière au bar de l'hôtel El Fourssane, à un détour du centre-ville de Saïda. Le seul établissement qui sert encore de l'alcool après la fermeture des bars et des dépôts à partir de 1979.

Les points de vente clandestins font depuis rage. La consommation encouragée par la frustration de l'interdit, a largement augmenté. Vieux et jeunes, c'est pratiquement tout le monde qui se met désormais à boire pour meubler, le temps d'un instant d'ivresse, le vide d'une vie sans âme.

El Houari est à sa dixième bière et il veut boire encore plus. Faire le plein avant la fermeture du bar de l'hôtel des «Cavaliers». C'est connu, la prohibition engendre la frustration qui à son tour encourage tous les excès.

Son désespoir, s'il n'est pas dans la forme semblable à celui des jeunes gens de la triste Saïda, dans

le fond, il est plutôt compréhensible.

Propriétaire d'une entreprise privée, il vient de perdre des dizaines d'employés, assénant un coup dur à sa boîte en quête de main-d'œuvre qualifiée. Toute l'équation est là. Leur départ n'est pas motivé par une situation financière défailante de l'entreprise, mais pour postuler à un crédit Ansej.

Entrer en phase de chômage pour remplir les conditions d'un dossier administratif exigeant un certificat d'«oisiveté». El Houari est plutôt du genre réactionnaire.

«J'ai tout de suite décidé de fermer mon entreprise», avoua-t-il. El Houari, la cinquantaine, qui dispose de plusieurs fonds de commerce, avoue, qu'il préfère aujourd'hui faire du «trabendo».

Un créneau plus porteur et beaucoup moins encombrant. Point de charges fiscales, d'engagements...



Photo : DR.

l'argent liquide, le procédé de la «chkara»... c'est plus porteur. «Le climat économique national encourage la richesse individuelle et non pas l'épanouissement d'une aisance collective, pourquoi donc aller à contre-courant d'une logique malheureusement instaurée et penser ainsi à l'entourage immédiat... Je ne suis après tout pas le tuteur des autres», ajoute-t-il.

El Houari se dit ainsi décidé à s'en sortir, à accroître ou du moins préserver ses fonds qu'il ne sait plus où investir, dans une ville devenue hostile et austère à sa richesse basique. Saïda, comme si le temps s'était arrêté de tourner sur la boucle de tant d'années perdues.

Les terres agricoles ne sont d'agricole que le nom, l'exploitation fait défaut. Ces milliers d'hectares de terres fertiles ne servent plus qu'à un seul et unique alibi, à savoir le permis d'exploita-

tion ou le titre de propriété pour bénéficier d'un crédit dans le cadre de la «politique nationale de l'assistanat de l'Etat», pour l'extinction, de la colère d'une jeunesse désorientée.

Les pères regardent dououreusement la terre de leurs aïeux souffrir de l'indifférence de jeunes gens qui ont bénéficié de pick-up et autres véhicules à la faveur d'aides financières sans fondement, pourtant destinées préalablement à des projets agricoles.

Non, l'argent distribué en vrac par les caisses généreuses de l'Etat n'est pas allé faire sortir la terre de sa torpeur. Ces budgets colossaux n'ont pas participé à faire monter des projets ou à la création d'emplois créant l'épanouissement de la région.

Cet argent, témoigne El Houari, non sans une certaine agitation pleine de désespoir, «va dans les réservoirs des voitures

acquises par ces jeunes qui vadrouillent sur les routes des campus universitaires et les collèges de la ville pour attirer l'attention et les regards des jeunes filles».

Ces jeunes gens, poursuit El Houari, «n'ont pas investi cet argent dans la terre mais dans les habits à la mode et les soirées arrosées de la côte oranaise».

Certains ont vendu le matériel acquis, affirme toujours El Houari, pour s'acheter un visa et disparaître à jamais.

«Comment peut-on donner à un jeune de 22 ans qui n'a jamais travaillé et qui n'a suivi aucune formation 500 millions de centimes. Il perd forcément la tête. Quelqu'un qui ne sait même pas se gérer lui-même comment peut-il gérer rationnellement une telle somme d'argent.

Comment aussi peut-on convaincre un jeune de garder son poste de travail modeste qu'il occupe pour

18 000 DA par mois, lorsqu'il voit ses amis et ses voisins, chômeurs, rouler du jour au lendemain dans des voitures qu'il ne pourra jamais s'offrir en travaillant ainsi», regrette El Houari. Saïda, mardi 1^{er} novembre 2011.

Au village d'El Rebahia, rien n'a changé. Le nombre de baraques du bidonville qui surplombe l'oued, devenu depuis infect, a quadruplé. Trente ans après l'érection de ce baraquement, ce sont aujourd'hui plus d'une centaine de gourbis qui témoignent de la malvie et d'une grande misère de ses occupants.

L'eau de source et de montagne qui passait par là dans le lit de l'oued qui traverse la région de Saïda, est aujourd'hui une source de maladies et d'odeurs nauséabondes. La limpidité de l'eau a été contaminée par la noirceur des eaux des égouts.

M. M.

CONSTANTINE

Le pont de Sidi Rached rouvert à la circulation

Fermé pour des travaux de consolidation le 21 août dernier, le pont séculaire de Sidi Rached a été rouvert, hier, à la circulation automobile, à l'occasion du 57^e anniversaire de la guerre de Libération nationale.

La réouverture du viaduc de Sidi Rached, accès névralgique reliant les deux rives du Rhumel, qui a été attendue impatiemment par les automobilistes, ayant souffert le martyre durant soixante-dix jours, a été accueillie avec une grande satisfaction par ces derniers.

Toutefois, a indiqué le wali de Constantine, le pont sera fermé à la circulation durant la nuit pour pouvoir entamer la deuxième phase de l'opération de réhabilitation et de confortement de cet ouvrage d'art, symbole vivant de la capital de l'Est.

Il s'agit, en effet, a déclaré le DTP, de travaux qui seront effectués au-dessous de l'ouvrage.

Aussi, une subdivision des ouvrages d'art de Constantine, qui aura la charge du suivi technique et la réhabilitation des sept ponts historiques de la ville, sera créée prochainement, a annoncé le wali.

F. B.

BÉJAÏA

Un réseau de trafic de monnaie démantelé

Les enquêteurs de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Béjaïa ont réussi à mettre hors d'état de nuire, dans la ville d'Ighzer Amokrane un dangereux gang de malfaiteurs spécialisé dans la contrefaçon de monnaie.

C'est suite à des informations qui lui sont parvenues à la Sûreté de wilaya sur l'existence de ce réseau dans cette localité, qu'un minutieux travail d'investigation, a été opéré par la brigade de recherche affiliée à la police judiciaire, pour ensui-

te démanteler ce réseau constitué de huit personnes, âgées de 22 à 38 ans.

Le groupe serait issu de plusieurs régions, à savoir Akbou, Ouzellaguène, Seddouk et Tizi Ouzou, selon les informations fournies par la cellule de communication de la Sûreté de wilaya. Lors de la perquisition effectuée par la police judiciaire, il a été récupéré tout un arsenal d'équipement informatique, composé d'une imprimante couleur, d'un scanner, du papier glacé, ainsi que

7 000 DA en fausses coupures de 1 000 DA. Présentés dimanche dernier devant le parquet, qui les a inculpés d'association de malfaiteurs, fabrication et vente de faux billets de banque, usurpation d'identité et possession de matériel et produits servant à la fausse monnaie.

Quatre parmi eux ont été écroués, trois autres ont été placés sous contrôle judiciaire, tandis qu'un autre est activement recherché.

Kamel Gaci

UNIVERSITÉ DE SIDI-BEL-ABBÈS

Les étudiants en 2^e année de médecine obtiennent gain de cause

Les résultats de la commission d'enquête ordonnée par M. Tou, recteur de l'université Djilali-Liabès de Sidi Bel-Abbès, ouverte dans la journée de lundi dernier, ont finalement donné raison aux contestataires en les rétablissant dans leur droit, à savoir leur admission en troisième année de médecine après bien des actions de protestation et l'interpellation du wali pour se faire

entendre et dénoncer les «anomalies» dont ils se disaient «victimes».

Dix étudiants de deuxième année de médecine en 2010-2011, qui ont été déclarés admis en juillet dernier puis ont été recalés en septembre dernier lors de l'affichage des résultats définitifs des examens, ont finalement obtenu gain de cause à l'issue des travaux de la commission d'enquête composée

du vice-recteur de la post-graduation qui en a assuré la présidence, du secrétaire général de l'université, d'un professeur de droit et du vice-doyen de la faculté de l'ingénieur.

Selon nos sources, l'administration de la faculté de médecine a justifié ces sanctions non méritées par une erreur qui aurait été commise au cours du report des notes.

C'est du moins ce qu'avance cette dernière pour répondre à l'attaque des protestataires qui parlent de «notes retouchées».

Tard dans la journée de lundi dernier, le conseil d'administration, qui a étudié les résultats de la commission d'enquête et délibéré, a finalement approuvé l'admission de ces derniers.

A. M.